

**ARRÊTÉ du MAIRE ODP N° 26.81**

**RÉGULARISATION**

**Objet : Autorisation d'occupation du domaine public et réglementation du stationnement et de circulation.**

**Le Maire de la Ville d'Orthez,**

**Vu** les articles L2212.1.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** l'arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,

**Vu** l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, approuvée par arrêté du 7 juin 1974, livre 1, 4<sup>e</sup> partie « signalisation de prescriptions »,

**Considérant** la demande de l'entreprise **CLAVÉ**, 104 rte de Pyrénées, 64300 MONT, qui sollicite une autorisation d'occupation du domaine public, le mercredi 18 mars 2026, pour une durée de un (1) jour, afin d'effectuer des travaux d'espaces verts, au n° 2 avenue du Pont Neuf à Orthez.

**Sous réserve de demande préalable au service urbanisme.**

**Considérant qu'aucune demande d'ODP n'a été effectuée auprès de la Mairie.**

**Considérant** que le Maire doit prendre toutes mesures utiles pour assurer la sécurité et la commodité de passage dans les rues, voies, quais et places publiques,

**ARRÊTÉ:**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le mercredi 18 mars 2026, pour une durée de un (1) jour, l'entreprise **CLAVÉ** est autorisée à occuper le domaine afin d'effectuer des travaux d'espaces verts, au n° 2 avenue du Pont Neuf à Orthez.

**Article 2 :** Pour permettre ces travaux, deux véhicules de l'entreprise **CLAVÉ** seront autorisés à stationner sur le terre plein herbeux.

**Article 3 :** L'entreprise **CLAVÉ** sera entièrement responsable des accidents qui pourront survenir pendant la durée des travaux, et devra prendre toutes les mesures de sécurité pour sécuriser les endroits d'intervention, **la pré-signalisation et la signalisation réglementaire seront mises en place par leurs soins et sous leurs responsabilités**, afin de permettre l'application des présentes dispositions.

**Article 4 :** Un passage de sécurité devra être respecté pour les piétons, la benne à ordures, les véhicules des services de police, d'incendie et de secours, ambulances ou médecins justifiant d'une intervention urgente ou aux riverains et usagers accédant à un emplacement de garage privé.

**Article 5 :** L'entreprise **CLAVÉ** sera redevable d'un droit fixe d'instruction des dossiers de 5€ et d'un droit d'occupation du domaine public de 8€ par véhicule/jour (délibération du Conseil Municipal du 07 mars 2024).

**Article 6 :** Cette autorisation d'occupation du domaine public ne vaut pas autorisation d'effectuer des travaux (voir service urbanisme).

**Article 7 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 8 :** Les contrevenants seront sanctionnés en application des dispositions du Code de la Route.

**Article 9 :** La Directrice Générale des Services, le service de la Police Municipale, le Commandant du Centre de Secours Principal, le Commandant de la Gendarmerie d'Orthez, les services Techniques, le Directeur du pôle aménagement de la communauté des communes de Lacq-Orthez, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site de la ville.

**Copies transmises par mail :**

- Centre de Secours
- Gendarmerie
- Le demandeur
- Services Techniques
- CCL0



Fait à Orthez, le 18 mars 2026

Le Maire d'Orthez/Sainte-Suzanne,  
**Emmanuel HANON**